

L'invité

# Les «plans de relance» aggravent les récessions

Jan Krepelka\*

Barack Obama n'est pas encore entré en fonction qu'il prévoit déjà de «créer ou préserver» trois millions d'emplois, pour un coût d'au moins 600 milliards de dollars, soit la bagatelle de 200 000 dollars par emploi «préservé». De son côté, la Fed a déjà baissé ses taux jusqu'à zéro pour cent, tout en prêtant des milliards d'argent fraîchement créé, impliquant potentiellement de la création monétaire de l'ordre de plusieurs billions de dollars. Tout cela étant bien entendu salué comme des mesures courageuses de lutte contre la crise...

La crise est pourtant la conséquence inévitable d'une mauvaise politique monétaire, une politique consistant précisément en l'expansion irresponsable de la masse monétaire: il apparaît comme foncièrement irresponsable de prétendre résoudre un problème en préconisant davantage du mal qui est à sa source.

*Ils ne font que détourner des fonds d'usage productif et utile vers des dépenses qui n'ont pas été choisies par les consommateurs*

Après la récession de 2001-2002, la Fed avait déjà adopté des taux trop faibles, contribuant à gonfler la bulle immobilière, une bulle qui devait bien éclater tôt ou tard. Les économistes de l'Ecole autrichienne d'économie, en particulier Ludwig von Mises, Fried-



\*Collaborateur scientifique, Institut Constant de Rebecque, [www.institut-constant.ch](http://www.institut-constant.ch)

rich Hayek et Murray Rothbard, ont analysé et expliqué le phénomène des cycles conjoncturels depuis près d'un siècle. Hayek a d'ailleurs reçu son Prix Nobel entre autres pour avoir été «l'un des rares économistes à avoir averti de la possibilité d'une crise économique majeure avant le grand krach de l'automne 1929».

La Grande Dépression, justement, pourrait servir d'avertissement. Alors que le chômage recommençait à baisser quelques mois après le krach de 1929, il explosa suite au passage de mesures protectionnistes, tandis que le New Deal ne fit ensuite que prolonger la crise, qui n'a véritablement pris fin qu'après la Seconde Guerre mondiale, lorsque l'interventionnisme étatique fut enfin réduit. C'est d'ailleurs dans le cadre du New Deal que fut créée une certaine Federal National Mortgage Association, alias Fannie Mae, qui joua un rôle prépondérant dans la diversion de ressources vers le marché hypothécaire dans la crise actuelle...

Pourtant, face à la crise, de nombreux Etats font actuellement exactement les mêmes erreurs: plans de sauvetage ou de relance massifs, interventionnisme, voire renforcement des politiques protectionnistes. Or, pour envisager de vraies solutions, il conviendrait plutôt de s'intéresser à la source du problème, soit la politique monétaire.

La succession de périodes de boom et de récession est due à la politique des banques centrales. Des taux d'intérêt faibles qui ne correspondent pas à la réalité de l'épargne induisent les investisseurs et les entrepreneurs en erreur. Des investissements de long terme apparaissent comme rentables par l'effet des taux d'intérêt faibles, alors qu'il n'y a pas eu de

hausse correspondante de l'épargne et donc des ressources réelles qui les permettraient. Une correction de ces erreurs devient alors inéluctable, et prend la forme d'une récession.

De la même manière, la création de monnaie ex nihilo pour «relancer» l'économie ne rend personne plus riche. Dans le meilleur des cas, elle n'est que pure illusion. Imaginons à titre d'exemple une expansion de la masse monétaire de 900% qui serait neutre et instantanée: un zéro serait ajouté à tous les billets de banque, tous les comptes en banque, etc. Personne n'en sortirait gagnant, étant donné que tous les prix seraient également multipliés par dix.

Mais, bien plus souvent, les effets de l'expansion artificielle de la masse monétaire sont beaucoup plus dommageables. Puisque, contrairement à notre exemple fictif, la nouvelle monnaie ne se répand pas instantanément et uniformément dans toute l'économie, elle crée des distorsions: elle profite à certains au détriment d'autres. Les premiers à recevoir la nouvelle monnaie «créée» par les banques sont gagnants, tandis que les derniers sont perdants par la hausse des prix qui a lieu entre-temps. Une telle politique implique donc une redistribution du pouvoir d'achat réel.

Par ailleurs, les plans de relance impliquent un «aléa moral» inhérent à l'aide prévisible que l'Etat apporte à certaines banques ou à certaines entreprises en cas de difficultés, aléa moral renforcé par les risques de corruption qui vont nécessairement de pair avec la possibilité d'un soutien étatique. On peut rappeler à ce propos qu'un amendement visant à interdire à UBS de verser

des dons aux partis politiques pendant la durée du plan de sauvetage a été rejeté par 113 voix contre 66 au parlement... Les plans de sauvetage impliquent en réalité une redistribution allant vers certaines banques et certaines entreprises, les moins efficaces ou celles ayant fait le plus d'erreurs. Or, récompenser ainsi les mauvais comportements et les erreurs équivaut à les encourager, à rendre les dirigeants irresponsables, puisqu'ils ne sont plus redevables de leurs erreurs et gagnent en cas de profits sans perdre en cas de pertes.

Enfin, pour ce qui est des plans censés stimuler la demande, ce n'est en réalité pas la consommation mais la production qui est la source de la richesse économique, la production de biens et services réellement demandés qui accroissent le bien-être des consommateurs. Les «plans de relance» ne créent aucune richesse: ils ne font que détourner des fonds d'usage productif et utile vers des dépenses qui n'ont pas été choisies par les consommateurs sur le marché libre. Qui plus est, une partie de la richesse est bien sûr directement détruite par les coûts de la redistribution, ainsi que par les coûts consentis par les divers intérêts particuliers afin d'être du bon côté des transferts.

Il est regrettable que, même en Suisse, certains succombent à l'attrait superficiel de politiques interventionnistes tant sur le plan monétaire que sur celui des dépenses publiques, qui s'avéreront tôt ou tard extrêmement dommageables pour l'économie. Pour autant qu'elles ne prolongent pas la récession, elles se solderont, dans le meilleur des cas, par une reprise temporaire, au prix d'une récession ultérieure encore plus grave.